



Séance ordinaire du mardi 28 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Michel CALVO, Brigitte DEVOISSELLE, Julie FRÊCHE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Hervé MARTIN, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK

Solidarités - Plan Pauvreté entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole - Axe 1 Veille sociale - Attribution de subvention à six associations au titre de l'année 2021 - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser pour 3 ans avec l'État (2020-2022), au vu des caractéristiques du territoire métropolitain et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité.

La convention pluriannuelle Etat-Ville-Métropole approuvée par le Conseil de Métropole du 7 juin 2021 s'appuie sur le principe d'un portage et d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et du territoire. Au titre de l'année 2021, en complément des crédits délégués par l'Etat (500 000 €), Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier engagent leurs fonds propres globalement à hauteur de 500 000 €. Le budget annuel du Plan pauvreté local s'établit ainsi à 1 M€.

Un programme concerté d'actions a été conçu entre les services de l'Etat, de la Ville et de la Métropole telles que la création d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue, l'accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité, la coordination de l'aide alimentaire, le développement des dispositifs d'insertion par l'économique ou l'amélioration de l'accès aux droits des personnes vivant en squats et bidonvilles.

La présente délibération concerne six conventions 2021 de l'axe 1 « Veille sociale de la stratégie de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi ».

L'action 1 : Casser la reproduction de la pauvreté se décline en trois sous actions :

- Le renouvellement de l'action de portage d'une plateforme multipartenariale pour le 4^{ème} lieu d'accueil pour les familles SDF, déjà validé en 2020. Cette action, portée par l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse est en recherche active de lieu pour 2021 ce qui soutiendra les familles à la rue et soulagera les 3 lieux d'accueils actuellement saturés ;
- L'extension des maraudes du Samu Social aux villes de la petite couronne de Montpellier, portée par L'Avitarelle ;
- La mise en œuvre du logiciel PRATiK et de l'installation de bornes informatiques afin d'aider les personnes à la rue à trouver les services les plus proches des lieux où ils se trouvent. Ce partenariat avec la Jeune Chambre Economique de l'Hérault à l'origine de ce projet est co porté par Entraide SDF. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pour sa part à héberger le logiciel et le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) de l'Hérault à fournir et actualiser les données.

L'action 2 de la stratégie de lutte contre la pauvreté axe Veille sociale pour 2021 recouvre 3 interventions complémentaires dans le cadre de *l'Amélioration de l'accès à l'hygiène*. En effet, les services des administrations et les associations du territoire ont constaté que les personnes à la rue accédaient difficilement à l'hygiène. Les douches des trois accueils de jour et des deux centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) situés à Montpellier sont très fréquentées et le temps d'attente décourage certaines personnes. En outre, les femmes accèdent insuffisamment à ces services car leur aménagement dans un des CAARUD (service fermé depuis l'épidémie de COVID) ne permet pas une séparation physique des femmes et des hommes.

Ainsi 4 conventions sont prévues dans le cadre de l'action 2 :

- La distribution de kits d'hygiène dans tous les lieux possédant un accès douches et l'augmentation du nombre de maraude du bus « la bulle – douche nomade » deux interventions ayant d'ores et déjà fait l'objet d'une validation de convention en Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;

-
- L'amélioration à l'accès des douches existantes auprès des 3 associations disposant de douches sur notre territoire : Issue Pause, Secours Catholique de l'Hérault et la Croix Rouge de l'Hérault. Ces trois associations proposent dans le cadre de cette convention aux personnes à la rue un accès privilégié à la laverie et au linge de première nécessité.

La présente délibération concerne la validation de ces six projets de conventions.

Pour ce faire, il est proposé l'attribution en 2021 d'une subvention à chacune des associations suivantes, pour un total de 187 500 €, dont 93 750 € sur crédit délégués par l'Etat et 93 750 € sur fonds propres de la Métropole :

AXE VEILLE SOCIALE	1	OPERATEURS	ACTIONS	ETAT DDETS	3M Crédits	TOTAL
1 - Casser la reproduction de la pauvreté	ALPJ	Portage de la plateforme multipartenariale pour la Création d'un lieu d'accueil pour les familles à la rue	23 750 €	23 750 €	47 500 €	
	L'AVITARELLE	Extension des maraudes du Samu social sur le territoire de la Métropole	47 500 €	47 500 €	95 000 €	
	ENTRAIDE SDF - JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE HERAULT	Mise en œuvre d'un logiciel et installations de bornes d'accès aux services pour les personnes à la rue	7 500 €	7 500 €	15 000 €	
2 - Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité	ISSUE PAUSE	Amélioration accès aux douches	5 000 €	5 000 €	10 000 €	
	CROIX ROUGE HERAULT		5 000 €	5 000 €	10 000 €	
	SECOURS CATHOLIQUE HALTE SOLIDARITE		5 000 €	5 000 €	10 000 €	
	BULLE DOUCHES NOMADE	Maraudes du bus douches + distributions de kits hygiène (70 000 € validé en Conseil de Métropole du 7 juin 2021)				
	TOTAL		93 750 €	93 750 €	187 500 €	

Il y a lieu de formaliser l'octroi de ces subventions par la signature d'une convention d'attribution avec chaque opérateur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'attribuer une subvention à chacune des six associations précitées pour un montant total de 187 500 € (dont 93 750 € sur crédit délégués par l'Etat) ;
- D'approuver les termes des projets de conventions d'attribution à intervenir avec chacune des associations ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/10/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 octobre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210928-166478-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/10/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION ALPJ ACCUEIL DES FAMILLES 2021
- CONVENTION CROIX ROUGE STRAT PAUVRETE 2021
- CONVENTION SECOURS CATHOLIQUE STRAT PAUVRETE 2021
- CONVENTION ISSUE PAUSE STRAT PAUVRETE 2021
- CONVENTION SAMU SOCIAL AVITARELLE STRATEGIE PAUVRETE 2021
- CONVENTION JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE STRATEGIE PAUVRETE 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.